

leurs députés n'auraient pas été élus alors que 40 députés conservateurs l'ont été.

A ceux qui prétendent que les provinces de langue anglaise ont voté contre le Québec lors des dernières élections, je dis qu'ils reprennent bêtement ce que certains ont affirmé en 1957. Cette fois-là, et combien je me le rappelle, ces mêmes gens se refusaient à accepter le verdict. Ils étaient convaincus, comme ils le sont encore, que seul le parti libéral peut assurer l'unité nationale dans notre pays.

Si nous devions en croire ces libéraux à l'esprit étroit—et je me hâte de dire qu'ils ne sont pas trop nombreux, quoiqu'ils soient braillards—nous imaginerions que la survie du Canada dépend de l'appui que la population voudra bien accorder en permanence à ce parti, et non seulement au Québec, mais partout ailleurs au Canada.

Eh bien, je ne crois pas au régime du parti unique, et je ne pense pas que d'autres ici y croient non plus. Cela sentirait la dictature.

Mon intérêt a été éveillé hier quand les journaux d'hier m'ont appris que le premier ministre avait accusé les conservateurs d'avoir tenté de diviser le Canada pendant la campagne électorale. Lorsqu'on l'a pressé de donner des preuves, le seul cas qu'il a pu trouver est que M. Stanfield a qualifié Jean Marchand de «Père Noël des Québécois».

De fait, M. Stanfield a fait cette déclaration à Québec même, à la fin de la campagne, quelques jours après que M. Marchand eut annoncé des subventions de plusieurs millions de dollars pour la restauration de la Place Royale, du Vieux Fort et d'autres endroits historiques de la ville. Cette déclaration de M. Stanfield était justifiée. Elle n'était pas dirigée contre le Québec ni ne tendait à déprécier les Québécois eux-mêmes. Le premier ministre, qui avait déclaré quelques jours auparavant que si les électeurs voulaient du «nanan», il leur en donnerait, peut difficilement se récrier contre la déclaration de M. Stanfield. Un homme qui a manifesté un souverain cynisme à l'égard des Canadiens en général devrait être plus prudent avant d'accuser quelqu'un—notamment le chef du parti conservateur, qui s'est montré sage et sérieux dans des circonstances très difficiles—d'attiser le feu du racisme.

Ce qui menace vraiment l'unité de notre pays, c'est précisément de prétendre que tous ceux qui appuient le parti conservateur sont contre le Québec ou contre les Canadiens français. C'est un mensonge éhonté et dangereux.

• (1430)

Pour ma part, j'appuie le parti conservateur depuis 20 ans et me considère aussi bon citoyen que n'importe quel libéral. Certains libéraux ont toujours été trop vains pour accepter la défaite courageusement, en hommes, bien que leur parti, depuis 1896, ait passé près de 60 ans au pouvoir contre seulement 17 ans de gouvernement conservateur. Ils veulent s'accrocher au pouvoir comme s'il leur revenait de droit divin.

Bien entendu, tous les partis comptent des sectaires, mais s'il est un parti qui dans l'ensemble se soit rendu coupable d'utiliser des arguments racistes à des fins électorales, c'est bien le parti libéral au Québec, et je formule cette accusation sans aucune hésitation.

Quand j'étais tout jeune, des orateurs libéraux fulminaient dans tout le Québec en attribuant aux conservateurs la conscription de 1917, alors qu'en réalité, cette

mesure avait été imposée par un gouvernement de coalition. J'ai entendu des orateurs libéraux dire de mon parti qu'il était celui des Anglais, et les accusations portées contre ses dirigeants au cours des campagnes de 1953, 1957 et 1958 ont été les plus basses et les plus viles du genre. Il serait inconvenant de les répéter.

Je n'en dirai pas plus. Je ne voulais qu'exprimer mon désaccord à l'endroit de la thèse du ressac anti-québécois du 30 octobre. Je voulais vous faire part de ma ferme conviction que les intérêts du Canada, y compris ceux de la province de Québec, seraient mieux servis si le Québec ou le Canada français comptait une représentation suffisante au sein des deux grands partis, les seuls qui puissent réunir assez de membres à la Chambre des communes pour former un gouvernement.

Je ne suis pas gourmand. Je n'en demande pas beaucoup. J'aimerais simplement voir notre parti réunir un noyau sûr de quelque 15 sièges au Québec. Le parti libéral, aux époques les plus pénibles en Ontario, pouvait toujours compter obtenir au moins ce nombre.

Permettez que je vous résume mon explication des dernières élections. Le peuple canadien a rejeté comme inacceptables une administration sans entrailles, sans imagination et sans efficacité, une mauvaise gestion de l'économie, l'incapacité d'enrayer l'inflation, l'arrogance dans l'imposition d'une réforme fiscale qui n'a créé que de la confusion, un chômage élevé, des impôts qui grimpent en spirale, un manque criant de respect et de confiance envers l'entreprise privée et les décisions des particuliers, la décadence du Parlement, et la poursuite d'objectifs très souvent contradictoires.

Voilà les raisons qui ont poussé l'électorat à rejeter les libéraux avec une telle fermeté lors des dernières élections. Ce sont les malheureux antécédents du gouvernement qui lui ont fait perdre tant de sièges.

L'appui que le parti conservateur progressiste reçoit de plus en plus peut être attribué au programme bien conçu d'un chef qui inspire la confiance et la stabilité. Cette victoire pratique, sinon mathématique de M. Stanfield, est une victoire fondée sur la confiance en soi, l'autarcie et le respect de soi-même. C'est une victoire pour l'attitude voulant qu'un élargissement des prérogatives de l'État ne soit pas la réponse à nos problèmes. C'est une victoire pour le principe selon lequel il ne faut pas simplement chercher à apporter des changements pour le simple plaisir de changer. Et c'est une victoire pour le Parlement. Le Parlement a maintenant retrouvé l'autorité qui lui revient de plein droit.

Quoi qu'il en soit, quelle que soit la façon dont on interprète le résultat des élections, il est évident que la population n'était pas satisfaite du gouvernement.

Le premier ministre a accepté le blâme. Il s'est avoué «coupable» et a promis de changer ses méthodes, de faire mieux. Tel était, et personne ne le niera, le fond du discours qu'il a prononcé lorsqu'il a informé les Canadiens qu'il avait décidé de demeurer en place.

Il est intéressant de penser aux questions qui sont venues à l'esprit des Canadiens à ce moment-là. M. Trudeau resterait-il l'individu indépendant et quelque peu arrogant qu'il avait toujours été, et démissionnerait-il, ou choisirait-il une solution de compromis dans le dessein de garder le pouvoir, sinon pour lui-même, au moins pour son parti?

Je me souviens du temps où M. Trudeau et ses bons amis, MM. Marchand et Pelletier, s'amusaient à critiquer